|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2020Genève, 9-19 juin 2020** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 10** | **Document C20/11-F** |
| **14 mai 2020** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général |
| ARRIÉRÉS ET COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS |

|  |
| --- |
| RésuméLa Conférence de plénipotentiaires (Dubaï, 2018) a chargé le Secrétaire général de faire rapport chaque année au Conseil sur les mesures prises et les progrès réalisés dans le remboursement des dettes des États Membres, des Membres des Secteurs et des Associés, en retard dans leurs paiements ou ayant des comptes spéciaux d'arriérés ainsi que sur tout cas de non-respect des modalités de remboursement convenues. Par ailleurs, le Conseil, lors de sa session de 1999, a fixé les lignes directrices concernant les plans d'amortissement afférents au règlement des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés.Suite à donnerLe Conseil est prié:1) de prendre **note** de ce document;2) d'**autoriser** le Secrétaire général à passer par pertes et profits la somme de **2 690 233,08 CHF** au titre d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables;3) d'**adopter** le projet de Décision reproduit dans l'Annexe B.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Références[*CS 169*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Constitution-F.pdf)*,* [*CV 474*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf)*,*[*Résolutions 41 (Rév. Dubaï, 2018)*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-041-F.pdf) *et* [*152 (Rév. Busan, 2014)*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-152-F.pdf) *de la Conférence de plénipotentiaires,Documents* [*C99/27*](https://www.itu.int/itudoc/gs/council/c99/docs/docs1/027-fr.html)*,* [*C14/26*](http://www.itu.int/md/S14-CL-C-0026/fr)*,* [*C15/50*](http://www.itu.int/md/S15-CL-C-0050/fr)*,* [*C16/42*](http://www.itu.int/md/S16-CL-C-0042/fr)*,* [*C17/42*](http://www.itu.int/md/S17-CL-C-0042/fr)*,* [*C18/42*](http://www.itu.int/md/S18-CL-C-0042/fr)*,* [*C19/42*](http://www.itu.int/md/S19-CL-C-0042/fr) *et* [*C20/42*](http://www.itu.int/md/S20-CL-C-0042/fr) |

**Annexes**: 2

ARRIÉRÉS ET COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS

# 1 Situation des arriérés et des comptes spéciaux d'arriérés au 31 décembre 2019

1.1 La situation au 31 décembre 2019 des arriérés et des comptes spéciaux d'arriérés est donnée en détail dans l'Annexe C du Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2019 ([Document C20/42](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0042/en)). L'évolution des arriérés, des comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés depuis l'année 2012 est donnée dans l'Annexe A du présent document.

1.2 Les sanctions prises et les efforts déployés pour recouvrer les sommes dues et apurer les dettes irrécupérables ont permis de freiner l'augmentation des arriérés et d'obtenir une sensible et constante réduction de ceux-ci entre 2012 et 2019 (voir l'Annexe A). Ainsi, le total des arriérés, des comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés est passé de 60,6 millions CHF au 31 décembre 2012 à 39,8 millions CHF au 31 décembre 2019, soit une diminution de 34%.

1.3 Il convient de noter que la situation des arriérés est restée stable par rapport à l'année dernière. En effet, au 31 décembre 2018, le total des arriérés se chiffrait aussi à 39,8 millions CHF.

# 2 Mesures prises pour obtenir le règlement des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés et mise en application de la [Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires](https://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2018/fr)

2.1 Conformément au numéro 169 (Article 28) de la Constitution, un "*État Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes*".

2.2 En outre, le point 6 du *décide* de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires dispose qu'en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT d'un Membre de Secteur ou d'un Associé *devra "… être suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et qu'en l'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement devra intervenir trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension*". D'autre part, le point 7 du *décide* dispose qu'"*en vue de garder les membres et de recouvrer les dettes antérieures encore dues, le Secrétaire général pourra disposer d'une certaine flexibilité pour mettre en œuvre le point 6 du décide de la Résolution et négocier des plans d'amortissement avec les Membres de Secteur et les Associés".*

2.3 Enfin, conformément au numéro 474 de la Convention, les *sommes dues au titre des contributions de l'Union "portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du début du septième mois*". Au 31 décembre 2019, des intérêts moratoires de l'ordre de 1 918 350,00 CHF ont été calculés sur les contributions dues.

2.4 Un relevé de compte est envoyé trois fois par an à chaque débiteur et les montants dus sont publiés dans la Lettre Circulaire éditée par le Département de la gestion des ressources financières.

2.5 Chaque année, un rappel est envoyé aux États Membres qui ont perdu le droit de vote et aux États qui risquent de le perdre l'année suivante s'ils ne règlent pas leurs arriérés. Il est également rappelé aux États Membres en retard dans le paiement des publications que, s'ils ne règlent pas leurs arriérés, les publications ne leur seront envoyées que contre prépaiement.

2.6 Le Secrétaire général a pris toutes les mesures possibles en vue de réduire les sommes impayées, notamment par des rappels spéciaux, par des contacts lors de conférences et réunions ainsi que par une action permanente de tous les Bureaux régionaux de l'Union.

2.7 Les États Membres ayant des arriérés sont priés de soumettre au Secrétaire général et d'arrêter avec lui un plan d'amortissement ainsi que d'observer strictement les modalités de remboursement convenues. Ceux qui ne les ont pas respectées ont été informés des sanctions prises immédiatement à leur encontre, comme entre autres, la suppression du compte spécial d'arriérés avec l'obligation de négocier un nouveau plan d'amortissement de la dette selon les lignes directrices fixées par le Conseil en 1999.

2.8 Les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires, en retard dans leurs paiements, sont également priés de soumettre et de négocier des plans d'amortissement. Ceux qui ne l'ont pas fait ou qui n'ont pas respecté les modalités convenues ont été informés de la suspension de leur participation aux travaux du ou des Secteurs, ou le cas échéant, de la Commission d'études concernée. Ceux-ci reçoivent régulièrement des rappels des paiements qu'ils doivent effectuer pour retrouver le droit de participer aux travaux de l'Union.

2.9 En application des dispositions de la Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018), aucun nouveau compte spécial d'arriérés avec des États Membres n'a été ouvert en 2019.

2.10 Les Administrations des Comores, de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Libéria et de la Sierra Leone n'ont pas respecté leurs plans d'amortissement, de sorte que leurs comptes spéciaux d'arriérés ont été supprimés.

2.11 Il convient également de signaler que six autres comptes avaient été supprimés avant 2019. Les États Membres concernés (Guinée équatoriale et Nicaragua) ainsi que les entités concernées (Apprentissages sans Frontières (Suisse), Cameroon Telecommunications (CAMTEL), Ellipsat Inc. (États-Unis) et Telecommunication Information Technology-TIT (Liban)) sont donc dans l'obligation de négocier de nouveaux plans d'amortissement de leurs dettes respectives conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil. Tous les autres États Membres, Membres de Secteur et Associés respectent strictement les plans d'amortissement convenus.

2.12 Concernant les fiches de notification des réseaux à satellite, conformément à la Décision 545 (Conseil, 2007), sur les 28 administrations/opérateurs qui ont eu droit à une révision de leurs factures, 27 ont réglé les montants dus et une entité a signé un accord d'amortissement (Ellipsat (États-Unis), y compris la dette de l'ancienne entité Virtual Geosatellite, rachetée par Ellipsat). Cependant, l'accord d'amortissement signé par Ellipsat a été supprimé en 2015 pour défaut de paiement. Pour l'heure, Ellipsat est la seule entité qui reste redevable d'une dette dont le montant s'établissait à 31 310 CHF au 31 décembre 2019.

2.13 Selon la Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018), le Conseil a été chargé d'examiner le niveau de la Provision pour comptes débiteurs, d'en assurer la couverture appropriée et de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus en application de cette Résolution. À partir de 2009, suite à l'introduction des normes IPSAS, de nouveaux principes d'établissement de la Provision pour comptes débiteurs ont été mis en place.

2.14 Ainsi, au 31 décembre 2019, le montant de la Provision se chiffrait à 42,3 millions CHF et couvrait 100% des montants qui devaient être pris en compte dans la Provision selon les nouveaux principes mentionnés ci-dessus. Dorénavant, le montant de la Provision pour comptes débiteurs est systématiquement réévalué au 31 décembre de chaque année. Il convient de noter que cette couverture à 100% n'exonère pas les États Membres, les Membres de Secteur, les établissements universitaires et les Associés de leurs engagements envers l'Union.

# 3 Recommandation

3.1 Le Conseil est prié d'approuver la passation par pertes et profits des intérêts moratoires et des créances irrécupérables d'un montant total de **2 690 233,08 CHF**, conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil en 1999, par un prélèvement correspondant de la Provision pour comptes débiteurs. Le détail des créances irrécupérables est le suivant:

3.2 Intérêts moratoires:

Aucune demande visant à faire passer par pertes et profits uniquement des intérêts moratoires n'a été présentée pour cette session du Conseil.

3.3 Sommes dues par les sociétés dont les créances sont à considérer comme irrécupérables. Deux cas de figure sont présentés:

– Sociétés pour lesquelles la procédure de relance a été épuisée.

– Sociétés en liquidation judiciaire selon les communications reçues des administrations concernées ou des autorités nationales compétentes.

Les sociétés concernées sont les suivantes:

| Pays | Nom de l'entreprise |
| --- | --- |
| Algérie | Orascom Telecom Algérie, Alger |
| Argentine | Cooperativa TelefónicaLópez Camelo (COTELCAM), Buenos Aires |
| Argentine | Impsat Corp., Buenos Aires |
| Canada | Avvasi Inc, Waterloo |
| France | VIABLE France Sarl, Paris |
| Haïti | Haïti Télécommunications Internationales S.A. (HaiTel S.A.), Pétion-Ville |
| Inde | Reliance Communications (Ex. Reliance Infocomm Ltd.), Navi Mumbai |
| Indonésie | PT Bakrie Telecom Tbk, Jakarta |
| Israël | Gilat Satellite Networks Ltd., Petah Tikva |
| Israël | Telrad Networks Ltd, Lod |
| Italie | Leonardo (Ex. Selex Communications S.p.A.), Rome |
| Corée (Rép. de) | SUNY Korea, Incheon |
| Liban | Al-Iktissad Wal-Aamal Group, Beyrouth |
| Liban | IMDI, Sal offshore, Beyrouth |
| Pakistan | Sysnet Pakistan (Pvt) Ltd., Karachi |
| Togo | Centre régional de Maintenance desTélécommunications de Lomé (CMTL), Lomé |
| Royaume-Uni | Times Publications Ltd., Londres |
| États-Unis | Calient Networks, Inc., San Jose |
| États-Unis | Ezenia, Inc., Nashua |
| États-Unis | The Gores Technology Group LLC, Los Angeles (Ex. Forgent Networks Inc.) |
| États-Unis | WI-FI Alliance (Ex. Wireless Gigabit Alliance), Austin |

Le montant total des sommes dues par ces sociétés est de **2 690 233,08 CHF**. L'Annexe B contient plus de détails.

ANNEXE A

Évolution des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés

(Montant en milliers de francs suisses)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Situation au 31 décembre | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 10 542 | 10 141 | 7 825 | 8 450 | 10 070 | 9 639 | 8 683 | 8 965 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Publications | 49 | 49 | 36 | 36 | 36 | 37 | 40 | 41 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total | 10 591 | 10 190 | 7 861 | 8 486 | 10 106 | 9 676 | 8 723 | 9 006 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres des Secteurs et autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 17 758 | 16 484 | 16 729 | 16 300 | 15 367 | 13 938 | 11 213 | 11 193 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Publications | 4 | 5 | 9 | 12 | 6 | 5 | 52 | 52 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total | 17 762 | 16 489 | 16 738 | 16 312 | 15 373 | 13 943 | 11 265 | 11 245 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Contributions*** | ***28 300*** | ***26 625*** | ***24 554*** | ***24 750*** | ***25 437*** | ***23 577*** | ***19 896*** | ***20 158*** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Publications*** | ***53*** | ***54*** | ***45*** | ***48*** | ***42*** | ***42*** | ***92*** | ***93*** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL DES ARRIÉRÉS** | **28 353** | **26 679** | **24 599** | **24 798** | **25 479** | **23 619** | **19 988** | **20 251** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT** | **15 919** | **10 019** | **18 392** | **15 823** | **8 094** | **7 601** | **17 229** | **4 550** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS** | **15 587** | **17 768** | **8 582** | **10 418** | **12 547** | **13 394** | **2 111** | **14 644** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **FICHES DE NOTIFICATION DE RÉSEAUX À SATELLITE** | **641** | **571** | **577** | **563** | **584** | **584** | **384** | **263** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **FACTURES DIVERSES** | **76** | **65** | **72** | **71** | **68** | **66** | **63** | **63** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Droits de gestion pour les numéros UIFN** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **29** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total** | **60 576** | **55 102** | **52 222** | **51 673** | **46 772** | **45 264** | **39 775** | **39 800** |

Non compris les débiteurs courants, c'est-à-dire de l'année 2019, dont le montant s'élève à 12 797 000 CHF au 31 décembre 2019, ce qui porte le total des sommes dues à 52 597 000 CHF.

ANNEXE B

PROJET DE DéCISION

Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et
de créances irrécupérables

Le Conseil,

ayant examiné

le Rapport du Secrétaire général sur les arriérés et comptes spéciaux d'arriérés ([Document C20/11](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0011/en)),

décide

d'approuver la passation par pertes et profits des intérêts moratoires et des créances irrécupérables suivants pour un montant total de **2 690 233,08 CHF** par un prélèvement correspondant de la Provision pour comptes débiteurs. Veuillez consulter le tableau ci-dessous pour plus de précisions.

| Pays | Nom de l'entreprise | Année | Capital restant dû | Intérêts | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   |   |   |   |   |   |
| ***Sous-total 3.2*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Algérie | Orascom Telecom Algérie, Alger | 2010 | 3 975,00 | 2 992,55 | 6 967,55 |
| Argentine | Cooperativa TelefónicaLópez Camelo (COTELCAM), Buenos Aires | 2003-2006 | 15 787,50 | 22 394,60 | 38 182,10 |
| Argentine | Impsat Corp., Buenos Aires | 1999-2006 | 23 662,50 | 37 308,20 | 60 970,70 |
| Canada | Avvasi Inc, Waterloo | 2015 | 10 600,00 | 2 498,20 | 13 098,20 |
| France | VIABLE France Sarl, Paris | 2010-2012 | 11 925,00 | 1 170,30 | 13 095,30 |
| Haïti | Haïti Télécommunications Internationales S.A. (HaiTel S.A.), Pétion-Ville | 2008 | 31 800,00 | 30 829,55 | 62 629,55 |
| Inde | Reliance Communications (Ex. Reliance Infocomm Ltd.), Navi Mumbai | 2009 | 67 575,00 | 57 979,60 | 125 554,60 |
| Indonésie | PT Bakrie Telecom Tbk, Jakarta | 1997-2002 | 21 752,05 | 42 734,20 | 64 486,25 |
| Israël | Gilat Satellite Networks Ltd., Petah Tikva | 1997-2002 | 36 000,00 | 77 629,75 | 113 629,75 |
| Israël | Telrad Networks Ltd, Lod | 1998-2006 | 39 450,00 | 59 681,35 | 99 131,35 |
| Italie | Leonardo (Ex. Selex Communications S.p.A.), Rome | 2001-2007 | 254 400,00 | 324 693,00 | 579 093,00 |
| Corée (Rép. de) | SUNY Korea, Incheon | 2018 | 1 821,88 | 181,75 | 2 003,63 |
| Liban | Al-Iktissad Wal-Aamal Group, Beyrouth | 2015 | 3 975,00 | 1 231,55 | 5 206,55 |
| Liban | IMDI, Sal offshore, Beyrouth | 2011 | 3 975,00 | 2 598,15 | 6 573,15 |
| Pakistan | Sysnet Pakistan (Pvt) Ltd., Karachi | 2003-2006 | 13 818,75 | 18 961,55 | 32 780,30 |
| Togo | Centre régional de Maintenance desTélécommunications de Lomé (CMTL), Lomé | 2003-2007 | 101 137,50 | 149 640,95 | 250 778,45 |
| Royaume-Uni | Times Publications Ltd., Londres | 1998-2002 | 29 775,00 | 57 560,25 | 87 335,25 |
| États-Unis | Calient Networks, Inc., San Jose | 2003-2006 | 126 300,00 | 161 865,80 | 288 165,80 |
| États-Unis | Ezenia, Inc., Nashua | 2000-2006 | 157 800,00 | 213 652,25 | 371 452,25 |
| États-Unis | The Gores Technology Group LLC, Los Angeles (Ex. Forgent Networks Inc.) | 1998-2006 | 185 133,30 | 239 814,70 | 424 948,00 |
| États-Unis  | WI-FI Alliance (Ex. Wireless Gigabit Alliance), Austin | 2013 | 31 800,00 | 12 351,35 | 44 151,35 |
| ***Sous-total 3.3*** | **1 172 463,48** | **1 517 769,60** | **2 690 233,08** |
| **Total général** | **1 172 463,48** | **1 517 769,60** | **2 690 233,08** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_